

BARJOUVILLE

BARJOUVILLE

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

SEANCE DU 28 MARS 1997

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	14

Date de la convocation  
20 MARS 1997

Date d'affichage  
4 AVRIL 1997

Objet de la délibération  
REVISION DU POS

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture

le 3 avril 1997

et publication ou notification  
du 4 Avril 1997

Le Maire,



A. OUAGGINI

Signature et cachet

L'an mil neuf cent QUATRE VINGT DIX SEPT

et le 28 MARS à 20 heures, 45

le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence

de Monsieur OUAGGINI, maire

Présents : Mme LAILLET, MM. DESMIER, TOUTAY, LEGRAND, MACE, METAYER,  
Mme PANAS, M. PEYRONNET, PETIT, Mme DUNAS  
Absente : Mme ZERMATI

Secrétaire(s) de séance : M. PETIT

Excusés : M. TEMPLIER a donné pouvoir à M. DESMIER ; Mme COLAUTTI

a donné pouvoir à Mme LAILLET ; M. MILLE a donné pouvoir à M.

OUAGGINI.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que les dispositions de la loi du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ainsi que celles des articles R.123.1 à R.123.36 du code de l'urbanisme, transfèrent aux communes les compétences en matière d'urbanisme. Il revient donc à la commune de décider de la revision du plan d'occupation des sols.

Monsieur le Maire expose que :

- le SDAU de l'agglomération chartraine a été révisé et approuvé le 16 janvier 1995
- que le plan d'occupation des sols tel qu'il a été approuvé le 30 juillet 1980 ne correspond plus aux exigences actuelles de l'aménagement de l'espace communal. Il apparaît en effet nécessaire de redéfinir l'affectation des sols sur certains secteurs afin de permettre la réalisation de projets importants pour la commune.

./...



D'autre part, il s'avère également nécessaire de revoir la rédaction du règlement du plan d'occupation des sols sur de nombreux points afin d'améliorer la gestion et l'application du droit des sols sur le territoire communal.

Considérant que le plan d'occupation des sols a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 25 mars 1988 :

- qu'il y a lieu de mettre en revision le plan d'occupation des sols sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles R.123.35 et suivants du code de l'urbanisme ;
- qu'il y a lieu de fixer les modalités d'association des personnes publiques autres que l'Etat à l'élaboration de la revision du plan d'occupation des sols conformément à l'article R.123.3 du code de l'urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1° - de prescrire la revision sur l'ensemble du territoire communal du plan d'occupation des sols, conformément aux dispositions de l'article R.123-35 du Code de l'Urbanisme ;

2° - que les personnes publiques autres que l'Etat, qui en auront fait la demande conformément à l'article R.123.6 du Code de l'Urbanisme, seront associées à l'élaboration de la révision du P.O.S. lors de réunions d'étude qui auront lieu notamment :

- après que le Préfet aura porté à la connaissance du Maire les éléments nécessaires à la révision du P.O.S. conformément aux articles R.123.5 et R.123.35 du code de l'urbanisme.

- avant que le projet de révision du P.O.S. ne soit arrêté par le conseil municipal

et en tant que de besoin, lorsque le maire le jugera utile.

3° - de demander conformément à l'article L.121.2 du Code de l'urbanisme que les services de la direction départementale de l'équipement soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la réalisation de la révision du P.O.S.

4° - de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration de la révision du P.O.S.

5° - de solliciter de l'Etat conformément au décret N° 83.1122 du 22 décembre 1983 qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels (et d'études) nécessaires à la révision du P.O.S.

6° - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du P.O.S. seront inscrits au budget de l'exercice considéré - chapitre 11 - article 617.

Conformément aux articles R.123.5 et R.123.6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée :

- aux présidents du conseil régional et du conseil général
- aux présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de la chambre d'agriculture
- aux maires des communes limitrophes :

LUISANT  
MORANCEZ  
VER LES CHARTRES

THIVARS

FONTENAY SUR EURE

- aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés
  - \* Syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du Pays Chartrain (SIRTOM du Pays Chartrain)
  - \* Syndicat intercommunal de la cuisine centrale du Bois d'Arêt (SICCBA)
  - \* Syndicat intercommunal du Collège de Luisant (SICL)
  - \* Syndicat mixte pour l'aménagement de la vallée de l'Eure (SMAVE)
  - \* Syndicat intercommunal pour l'aménagement de l'Eure en amont de CHARTRES (SIAVE)
  - \* District de Chartres
  - \* Syndicat intercommunal pour l'aménagement du Pays Chartrain (SIPAC)
  - \* Syndicat intercommunal des eaux Morancez - Barjouville (SIEMB)
  - \* Syndicat électrique intercommunal du Pays Chartrain (SIEPC)

Conformément à l'article R.123.3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Pour extrait certifié conforme  
LE MAIRE



  
A. OUAGGINI



Bureau de l'Urbanisme  
et de l'Environnement  
Reçu à la Préfecture  
Le **03 AVR. 1997**



L'an deux mil douze, le cinq juillet à 20 heures 30, le conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain TOUTAY, maire

Présents : Messieurs et Mesdames Toutay - Gouyer - Lelarge - Peyronnet - Chaillou - Clément - Delatouche - Laveau - Le Priol - Lesage - Le Texier - Pelletier - Tribouillet - Blanchouin - Géray

Excusés : Monsieur Legrand a donné pouvoir à Madame Laveau

Absents : Mesdames Dahuron et Farion

Secrétaire : Monsieur Lesage

**NOMBRE DE MEMBRES :**

- Afférents au conseil municipal : 18
- En exercice : 18
- Qui ont pris part à la délibération : 16

**DATE DE LA CONVOCATION** : 28 Juin 2012

**DATE D'AFFICHAGE** : 12 juillet 2012

**OBJET DE LA DELIBERATION :**

**ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - BILAN DE LA CONCERTATION**

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123.9, L.123-13, L.300-2 et R 123-18,

Vu la délibération en date du 28 mars 1997 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, notamment sur les observations formulées pendant la concertation

Vu le débat organisé le 13 avril 2012 au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

➤ **DECIDE** de tirer le bilan de la concertation :

Des réunions de concertation se sont tenues avec les personnes associées publiques associées, chambres consulaires et administrations de l'Etat, le 4 novembre 2008, le 18 juin 2010 et 14 avril 2012 dans le cadre de l'élaboration du projet.

La population de la commune a été informée régulièrement de l'avancement de l'élaboration du plan local d'urbanisme :

- Une réunion publique s'est tenue le 12 février 2009, la population en ayant été avertie par un avis déposé dans les boîtes aux lettres. Cette réunion a rassemblé près de 90 personnes.
- Une exposition a présenté en mairie le diagnostic préalable et le projet de PLU du 16 au 20 février 2009

- Une présentation du projet de PLU a été faite dans le bulletin municipal n°34 et les projets urbains ont été développés dans le bulletin municipal n°35
- Un cahier d'observations a été mis à la disposition du public.

Lors de permanences d'élus et sur le cahier d'observations, une seule demande a été exprimée. De façon générale, les demandes, remarques et propositions qui relèvent de l'intérêt particulier n'ont pas été prises en compte dans le projet PLU car incompatibles avec l'intérêt collectif.

#### Conclusion de la concertation :

L'ensemble de ces échanges a nourri la réflexion au cours de l'élaboration du projet et a permis de conforter la commune dans ses choix lors de l'établissement des documents réglementaires de façon à affirmer l'utilisation économe de l'espace tout en maintenant le dynamisme de l'activité économique.

Aucune observation de nature à remettre en cause les orientations retenues n'ayant été relevée, considère ce bilan favorable et décide de poursuivre la procédure.

- ✚ DECIDE d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme de Barjouville tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme

Le Maire,



A.TOUTAV